

# UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

## PROJET DE LOI DES FINANCES RECTIFICATIVE 2016

-----

- VU la Constitution de l'Union des Comores du 23 décembre 2001, notamment en ses articles 27 et 11 ;
- VU la loi référendaire portant révision de la constitution de l'Union des Comores du 23 décembre 2001, promulguée par le décret n° 09-066/PR du 23 mai 2009 notamment en son article 7 alinéas (2 et 3) et en ses articles 9 et 16;
- VU la loi N°12-09/AU du 21 juin 2012 portant Loi des opérations financières de l'Etat, promulguée par le décret n° 12-152/PR du 02 août 2012 notamment en son article 5 alinéa 2 et en ses articles 7 ; 8 et 11 ;

**Article 1<sup>er</sup>.** Les dispositions des articles (2), (4), (5), (6), (7), (8), (9), (10), (11), (12), (13), (14), (15), (23) et certains paramètres dans la détermination des ressources et des charges de l'article 15 de la Loi N°15-012/AU du 28 décembre 2015, promulgué par le Décret N°15-240/PR du 31 décembre 2015 sont abrogés et remplacés par les suivants :

**Article 2.** L'article 2 est modifié comme suit : « Les recettes publiques internes du Budget général sont estimées à 45.845,00 Millions de francs comoriens conformément à l'annexe 1 de la présente loi de finances rectificative ».

**Article 3.** L'article 4 est modifié comme suit : « Ces recettes propres sont arrêtées à 1.630 Millions de francs comoriens et sont ainsi réparties :

- Mohéli : 77,120 Millions de francs comoriens
- Anjouan : 645,052 Millions de francs comoriens
- Ngazidja : 907,438 Millions de francs comoriens »

**Article 4.** L'article 5 est modifié comme suit : « Les recettes constituées des impôts, taxes et autres produits qui ne sont pas directement rétrocédées aux Iles Autonomes, sont versées sur le compte unique ouvert dans les livres de la Banque Centrale des Comores. Elles sont composées par les impôts, taxes et produits suivants:

- Patente d'importation ;
- Licence des débits des boissons alcoolisées ;
- Taxes Unique d'Importation(TUI) ;
- Taxes Unique Spécifique(TUS) ;
- Impôts sur les revenus et les bénéfices dus aux personnes physiques ;
- Impôts sur les revenus et les bénéfices dus aux entreprises ;
- Impôts et taxes intérieures sur les biens et services ;
- Droits des visas ;
- Impôts sur le commerce extérieur ;
- Autres droits d'accises ;
- Autres recettes fiscales ;

- Revenus du domaine exclusif de l'Union ;
- Produits financiers et Privatisations ;
- Les Autres Amendes ;
- Les Royalties de conteneur et autres effets en transit
- Cotisations sociales ;
- Revenus des entreprises ;
- Autres recettes non fiscales ;
- Fonds d'entretien routier ;
- Recettes exceptionnelles ;
- La Redevance Administrative Unique (RAU) ; »

**Article 5.** L'article 6 est modifié comme suit : « Ces recettes à partager sont arrêtées à 44 215,39 Millions francs comoriens ».

**Article 6.** L'article 7 est modifié comme suit : « La répartition de ces recettes entre les Entités est effectuée après déduction des charges suivantes:

- Dette publique : 2 271 Millions de francs comoriens, soit 4,88% ;
- Contributions internationales : 320 Millions de francs comoriens, soit 0,70%
- Pensions : 2 502 Millions de francs comoriens, soit 5,45% ;
- Prestation de services : 500 Millions de francs comoriens, soit 1,18% ;
- Recettes d'ordre : 1.960 Millions de francs comoriens, soit 4,27%
- Fonds d'Entretien Routier : 780 Millions de francs comoriens, soit 1,70%
- Fonds de Réduction des Risques de Catastrophes naturelles : 1.219,00 Millions de francs comoriens, soit 2,65% ;
- Fonds de contrepartie secteur santé : 162,54 Millions de francs comoriens, soit 0,35% des recettes reconstituées ou 5% par rapport au Fonds Mondial ;
- Subvention pour un appui financier à la MA-MWE 3 000 Millions de francs comoriens, soit 6,53% » ;

**Article 7.** L'article 8 est modifié comme suit : « Le montant résiduel, soit 31 461,97 Millions de francs comoriens, est réparti, conformément à la loi organique portant fixation des quotes parts » :

Entité	Quote Part	Montant en Millions
Union	37,5%	11 798,24
Ngazidja	27,4%	8 620,58
Ndzouani	25,7%	8 085,73
Mwali	9,4%	2 957,42

**Article 8.** L'article 9 est modifié comme suit : « Les ressources du budget d'équipements et d'investissements sont estimées à 31 951,00 Millions de francs comoriens et répartie comme suit :

- Dons et Assistance technique : 21.447,00 Millions de francs comoriens
- Aides Budgétaires identifiées 10 504,00 Millions de francs comoriens

De ces ressources, un montant évaluatif de 3.243,00 Millions de francs comoriens est affecté au fonctionnement des projets sur financement extérieur et à l'assistance technique ».

**Article 9.** L'article 10 est modifié comme suit : « Les dépenses courantes primaires sont arrêtées à la somme de 54 234,00 Millions francs comoriens. Ces dépenses sont plafonnées comme suit :

- Union : 29 890,00 Millions de francs comoriens
- Ngazidja : 9 427,00 Millions de francs comoriens
- Ndzouani : 8 725,00 Millions de francs comoriens
- Mwali : 2 871,00 Millions de francs comoriens
- Contributions aux organismes : 320,00 Millions de francs comoriens
- Subvention MAMWE : 3 000 Millions de francs comoriens »

**Article 10.** L'article 11 est modifié comme suit : « Les intérêts et amortissement de la dette publique pour l'année 2016 sont prévus respectivement à 682 et à 1 589 Millions francs comoriens ».

**Article 11.** L'article 12 est modifié comme suit : « Les dépenses du budget d'équipements et d'investissements, constituées du Programme d'investissement public, classées en deux parties, sont évaluées à 37 899,00 Millions francs comoriens, réparties ainsi :

- Sur ressources internes : 5 174,00 Millions de francs comoriens ;
- Sur financement extérieur : 32 725,00 Millions de francs comoriens » ;

**Article 12.** L'article 13 est modifié comme suit : « Le solde primaire présente un déficit de 8 389 Millions de francs comoriens » ;

**Article 13.** L'article 14 est modifié comme suit : « Le solde global base ordonnancement présente un déficit de 11 434,00 Millions de francs comoriens » ;

**Article 14.** L'article 15 est modifié comme suit : « Les ressources et les charges ainsi que les soldes qui en résultent sont repris dans le tableau de l'équilibre budgétaire suivant :

**Tableau des équilibres budgétaires, exercice 2016**

Ressources et Charges	LdFI 2016	LdFR2016	Union	Ngazidja	Ndzouwani	Mwali	Ecart	%du PIB 2016
<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>74 372</b>	<b>77 796</b>	<b>39 843</b>	<b>1 247</b>	<b>4 446</b>	<b>309</b>	<b>3 424</b>	<b>28,34</b>
<b>Recettes Internes</b>	<b>48 820</b>	45 845	39 843	1 247	4 446	309	-2 975	16,70
'Fiscales	34 869	35 790	30 317	934	4 269	270	921	13,04
'Non- fiscales	13 951	10 055	9 526	313	177	39	-3 896	3,66
<i>Recettes Propres (PM)</i>	<b>2 884</b>	1 630		907	645	77	-1 254	0,59
<b>Dépenses courantes primaires</b>	<b>49 151</b>	54 234	33 211	9 427	8 725	2 871	5 083	19,75
Traitements et salaires	24 693	26 444	11 214	6 881	6 562	1 787	1 751	9,63
Biens et services	11 756	12 674	9 861	1 237	1 002	574	918	4,62
Transferts	8 915	9 942	8 732	556	447	207	1 027	3,62
Investissement sur fin. resrcs propres	3 787	5 174	3 404	753	714	303	1 387	1,88
<b>Solde primaire</b>	<b>-331</b>	-8 389					-8 058	-3,06
<b>Recettes externes (Dons)</b>	<b>25 552</b>	31 951					<b>6 399</b>	11,64
<i>dont: Aides budgétaires</i>	4 000	10 504					6 504	3,83
Projets (y compris fonct.et assist.tech.)	21 552	21 447					-105	7,81
Assistance PPTE Intérimaire	0	0					0	
<b>Dépenses sur financement Externes</b>	<b>33 226</b>	34 996					1 770	12,75
Maintenance projets (fin. extérieur)	1 230	1 224					-6	0,45
Assistance technique (fin. extérieur)	2 029	2 019					-10	0,74
Financées sur ressources extérieures	24 121	24 159					38	8,80
Financées sur fonds de contrepartie	0	0					0	
Intérêts de la dette extérieure	636	682					46	0,25
Dette publique	0	1 589					1 589	0,58
Prêt	5 210	5 323					113	1,94
<b>Solde global (base ordonnancement)</b>	<b>-8 005</b>	-11 434					-3 429	-4,16
<b>PIB</b>	<b>275 878</b>	274 541						

## **DISPOSITIONS FINALES**

**Article 15.** L'article 23 est modifié comme suit : « Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution de la présente loi des finances rectificative qui sera enregistrée, publiée au journal officiel de l'Union des Comores et communiquée partout où besoin sera ».